

**Nations unies - Soudan du Sud -  
Intervention de la représentante  
permanente adjointe de la France  
auprès des Nations unies - Conseil  
de sécurité**

(New York, 24 mai 2017)

Monsieur le Président,

Je vous remercie pour l'organisation de cette réunion, ainsi que le représentant spécial du Secrétaire général, M. David Shearer, pour les éléments d'analyse qu'il nous a livrés.

Comme vous l'avez souligné, M. Shearer, le Soudan du Sud est à un moment important, dans lequel l'espoir d'une amélioration de la situation est malheureusement sous la menace de nombreux risques et de carences significatives. Ceci dans trois domaines :

Tout d'abord sur le plan sécuritaire.

L'arrivée de la saison des pluies devrait mécaniquement faire baisser le niveau des combats, en clouant les hélicoptères et les équipements lourds. Cependant, nous ne pouvons pas estimer que la situation va s'améliorer pour autant. Au cours des trois dernières années qu'a duré le conflit, nous avons vu que la saison des pluies ne faisait que geler des situations, les combats reprenant dès le retour de la saison sèche. Nous devons nous rappeler que la flambée de violence de l'année dernière à Djouba s'est déroulée en juillet. Nous ne sommes donc pas à l'abri de nouvelles violences ou de nouvelles crises dans les mois à venir.

En outre, au cours des dernières années, les parties n'ont pas manqué d'utiliser la saison des pluies pour procéder à leur réarmement. Il s'agit d'une constante au Soudan du Sud. Nous devons agir pour prévenir de telles actions, qui ne font que nourrir le conflit. L'imposition d'un embargo sur les armes y contribuerait.

J'en viens au deuxième enjeu actuel : la situation humanitaire et les difficultés auxquelles est confrontée la population civile.

Le Soudan du Sud vit une catastrophe humanitaire de grande ampleur qui s'intensifie un peu plus chaque jour. Ces dernières semaines, par exemple, les combats ont continué d'avoir des conséquences intolérables sur les populations civiles. On l'a vu en particulier dans le Haut-Nil. La MINUSS a dû faire face à de nombreux obstacles pour pouvoir apporter une assistance aux nombreux déplacés, et nous tenons à saluer ses efforts à cet égard, ainsi que ceux de l'ensemble des travailleurs humanitaires au Soudan du Sud. La propagation de l'épidémie

choléra soulignée par M. Shearer est un risque réel tandis que la famine, ou le risque de famine, continuent de sévir dans certaines zones du pays.

Dans ce contexte, la cessation des hostilités et l'accès humanitaire restent les priorités, y compris pendant la saison des pluies. Les parties doivent s'y engager sans condition, et la MINUSS doit pleinement mettre en oeuvre son mandat de protection des civils. Plus de 9 mois après sa création, la force de protection régionale a enfin commencé à se déployer, face aux nombreux obstacles qui y ont été mis. Elle peut contribuer à une meilleure protection des civils. Les autorités du Soudan du Sud doivent permettre son plein déploiement, sans entraves.

Enfin, et c'est mon troisième point, le processus politique est lui aussi à un moment important.

Alors que la mise en oeuvre de l'accord de paix reste au point mort, l'ouverture du dialogue national peut faire naître l'espoir que les différentes composantes de la société sud-soudanaises puissent enfin s'attaquer aux multiples problèmes qui rongent le pays. Pour cela, le dialogue national doit être mené de manière transparente, impartiale et indépendante. Pour répondre aux objectifs qui lui ont été assignés, il est aussi essentiel que ce dialogue soit pleinement inclusif, comprenant toutes les sensibilités politiques ainsi que la société civile, et que ces acteurs puissent entretenir un dialogue libre et sans crainte, dans le respect des libertés publiques. L'instruction donnée par le président Kiir aux services de sécurité d'arrêter le harcèlement des opposants est en cela encourageante ; nous espérons qu'elle sera pleinement mise en oeuvre.

Monsieur le Président,

La mobilisation de la communauté internationale reste essentielle pour accompagner, encourager et faciliter le processus politique, dans le but de faire progresser la mise en oeuvre de l'accord de paix de 2015. La présence à Djouba du président Museveni ces derniers jours est en cela un signe important de la mobilisation de la région, dont nous espérons qu'elle contribuera à convaincre les acteurs sud-soudanais d'avancer sur le chemin de la paix. L'IGAD, l'Union africaine, les Nations unies et les partenaires bilatéraux et multilatéraux du Soudan du Sud doivent rester mobilisés, et pleinement coordonnés, pour pouvoir faire avancer le processus, c'est essentiel. À cet égard, nous saluons et soutenons vos efforts, Monsieur le Représentant spécial, ainsi que ceux de l'envoyé spécial, M. Haysom, pour faire en sorte que la communauté internationale parle d'une seule voix.

Pour sa part, ce Conseil doit continuer de rappeler aux acteurs sud-soudanais qu'ils doivent faire les progrès nécessaires pour sortir leur pays du conflit. Nous devons rappeler nos attentes, engager les parties à l'action, et, le cas échéant, envisager de sanctionner ceux qui font obstruction au processus de paix. Nous saluons à cet égard le renouvellement du régime de sanctions pour un an, que nous venons d'adopter à l'unanimité ce matin.

Monsieur le Président,

Au regard des enjeux actuels, ce Conseil ne peut se permettre de relâcher son attention sur le Soudan du Sud. Il ne peut non plus se satisfaire que les actes attendus des parties

sud-soudanaises, qu'il avait détaillés dans la déclaration présidentielle du 25 mars, n'aient pas été mis en oeuvre. Les mois qui viennent peuvent permettre d'avancer vers la paix, sans quoi, l'expérience des années passées se répétera, et les violences reprendront.

Je vous remercie./.